

Burundi : climat tendu à Bujumbura, mission délicate pour Ban Ki-moon

RFI, 22-02-2016 Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon est attendu en fin de journée à Bujumbura au Burundi ce lundi 22 février 2016. Un déplacement sur fond de crise politique, qui s'enlise, cristallise autour du 3e mandat du président Pierre Nkurunziza. Le chef de l'Etat refuse le dialogue avec l'opposition en exil. Il refuse aussi une force d'interposition de l'Union africaine. Et nouvelle preuve de cette tension, une attaque à la grenade a eu lieu ce matin dans la capitale.

Vers 8h (locale) du matin ce 22 février une grenade a explosé juste à côté d'un marché dans le nord de Bujumbura, marché Chez-Siyoni. Selon le porte-parole de la police, une personne a été tuée et deux blessées. Et une deuxième attaque à la grenade s'est produite dans le quartier de Kamenge, toujours dans la capitale. Ce n'est pas la première fois que ces deux quartiers Kamenge et Ngarara sont la cible d'attaques de ce type. La semaine dernière, un enfant avait trouvé la mort au marché Chez-Siyoni. Sur son compte Twitter, un conseiller de la présidence annonce qu'une personne a été arrêtée à Kamenge, après avoir lancé une grenade. Et comme à chaque fois, l'homme est présenté comme un terroriste. Ces nouvelles violences sont une nouvelle preuve des tensions et de la violence qui règne au Burundi, à quelques heures de l'arrivée de Ban Ki-moon dans le pays. Un dialogue sans conditions ? Le secrétaire général des Nations unies est attendu dans l'après-midi à Bujumbura. Il doit rencontrer les rares opposants et acteurs de la société civile qui n'ont pas fui le pays ces derniers mois, plus les représentants du Cnared, plateforme en exil mais qui sera donc représentée. Ban Ki-moon doit ensuite rencontrer le ministre des Affaires étrangères avant de s'entretenir demain avec le président Nkurunziza. Son objectif est de lui faire accepter un dialogue sans conditions avec tous les opposants, y compris ceux qui se trouvent aujourd'hui en exil. Une option que le chef de l'Etat a toujours rejetée jusqu'à présent. Mais il faut quand même noter quelques gestes plus positifs ces derniers jours comme par exemple la levée de mandats d'arrêt internationaux qui pesaient contre 15 personnes, des opposants, des journalistes et des acteurs de la société civile. Pas assez toutefois pour rassurer le Cnared. Les opposants en exil pensent qu'il faudrait un miracle pour que Ban Ki Moon arrive à infléchir la position du président burundais.